



C_2016_008

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 03 MARS 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Habitat, Cohésion Sociale et
Emploi

L'an deux mille seize le trois mars à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

**Objet de la
délibération:**

**Programme Local de
l'Habitat - Soutien à
la rénovation du
parc privé -
Attribution d'aides
financières**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Albert DAVID, Raymond GRAS, Raymond BORIO, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Florence LEROUX, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Christine NICCOLETTI, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Richard STRAMBIO pouvoir à Christine PREMOSELLI, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Christine NICCOLETTI, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Michèle PELASSY pouvoir à Régis ROUX

ABSENT(S) :

David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le **09 MARS 2016**

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Par délibération en date du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a autorisé la signature d'une convention de délégation avec l'Anah, par laquelle celle-ci délègue à la Communauté d'Agglomération Dracénoise la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques au logement et procéder à leur notification aux bénéficiaires.

Par délibération en date du 26 septembre 2013, la Communauté d'Agglomération Dracénoise, au titre de sa compétence en matière de politique de l'habitat, a réactualisé ses financements propres qui viennent en appui des subventions de l'Anah.

Ces aides sont octroyées conformément aux conditions explicitées dans le guide de l'intervention de la Communauté d'Agglomération Dracénoise en matière de financement de la requalification du parc privé, et affectées aux travaux définis selon les modalités et taux qui y sont indiqués.

Ainsi, au vu des demandes ci-dessous énoncées, déposées auprès du service des Politiques de l'Habitat et du Logement, pour des travaux sur ces immeubles :

Nature du dossier	Référence du dossier	Adresse des travaux	Nature des travaux	Subvention C.A.D.	
Propriétaire occupant	2015/09/021	1186 Route de Lorgues FLAYOSC	FART Isolation des combles et des murs extérieurs, remplacement de menuiseries et volets, installation d'une VMC. Gain énergétique après travaux : 56 %	Subvention « Aide à la solidarité économique »	500,00 €
Propriétaire occupant	2015/11/022	Le Floride - 61 Impasse des magnans - 8 Les prairies VIDAUBAN	Autonomie Remplacement de la baignoire par une douche extra plate	Subvention « Autonomie de la personne »	644,00 €
Propriétaire occupant	2015/11/023	Bastide du Mitan LA MOTTE	FART Remplacement des menuiseries et de la porte d'entrée, installation d'un poêle à granulés. Gain énergétique après travaux : 33 %	Subvention « Aide à la solidarité économique »	500,00 €
Propriétaire occupant	2015/12/024	554 Chemin du Vérignas LE MUY	FART Remplacement des menuiseries, isolation de la toiture après réfection. Gain énergétique après travaux : 29 %	Subvention « Aide à la solidarité économique »	500,00 €
Propriétaire occupant	2015/12/025	1794 La tour de Bonnaud LES ARCS	FART Remplacement des menuiseries, installation d'un poêle à bois. Gain énergétique après travaux : 36 %	Subvention « Aide à la solidarité économique »	500,00 €
Propriétaire	2015/12/026	6 Les hauts de la	FART Remplacement	Subvention	500,00 €

occupant		Nartuby LA MOTTE	des menuiseries, installation d'un poêle granulés. Gain énergétique après travaux : 33 %	à : 08x24x00x12-160303-C_2016_008-DE	solidarité économique »	
----------	--	---------------------	--	--------------------------------------	----------------------------	--

Envoyé en préfecture le 09/03/2016

Reçu en préfecture le 09/03/2016

Affiché le 10 MARS 2016

AD : 08x24x00x12-160303-C_2016_008-DE

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Habitat du 14 janvier 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- octroyer aux propriétaires des immeuble désignés ci-dessus la subvention correspondant aux dispositions du règlement de référence, pour les travaux à réaliser sur ces immeubles;
- dire que cette aide sera octroyée conformément aux conditions explicitées dans le guide de l'intervention de la CAD en matière de financement du parc privé, selon les modalités et taux qui y sont indiqués ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte, et tout document relatif à l'exécution de cette délibération.

Ces subventions seront imputées sur les crédits inscrits au budget 2016, au chapitre 204, article 20422, fonction 701.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 03 mars 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Olivier Audibert-Troin

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.